

Ces habitants pensent avoir trouvé la solution

Depuis un an, un collectif citoyen, soutenu par le Front de gauche, milite pour la création d'un Centre municipal de santé (CMS) à Saint-Hilaire-de-Riez, « afin de favoriser la venue de nouveaux médecins ».

Une solution miracle ? Ils en sont sûrs. « Aujourd'hui, dans leur grande majorité, les médecins souhaitent pouvoir concilier vie professionnelle et vie privée et se tournent volontiers vers des emplois salariés », expliquent-ils.

C'est ce type d'emplois qu'on trouve dans un Centre municipal de santé, « qui relève de la mairie ». Avec des avantages comme des horaires de travail définis, des congés payés, des congés maternité, etc. Le patient, lui, bénéficie des tarifs de secteur 1 et du tiers payant intégral.

L'exemple de La Roche

Récemment, La Roche-sur-Yon a décidé de créer un CMS, qui ouvrira « en juillet et pour lequel, ils ont déjà trouvé les médecins ». Le collectif ne lâche pas son idée depuis des mois. Il a même organisé une rencontre entre le maire, Laurent Boudelier, et Eric May, le président de l'Union syndicale des médecins de centres de santé.

De quoi convaincre le maire ? « C'est un sujet capital et je suis content que certains me fassent



Entre distribution de tracts et signature de pétition (1 500 signatures recueillies à ce jour), le collectif entend convaincre la population et les élus que la création d'un Centre municipal de santé attirerait rapidement des médecins. De gauche à droite : Pierre Hart, Yann Clément, Elisabeth Clément et Raymond Elineau.

des propositions loin de toute polémique inutile. Je remercie le Front de gauche à chacun de nos échanges, car ça abonde ma réflexion. »

Face à « l'urgence »

Pour autant, pas de quoi déclencher encore une décision. D'autres réunions devraient avoir lieu et un œil particulier va être gardé sur le CMS de La Roche-sur-Yon, « pour voir l'articulation, comment travaillent les médecins fonctionnarisés avec les 35 heures, les problématiques

d'horaires, le respect de la patientèle, etc. », liste Laurent Boudelier. Mais l'idée n'est pas écartée et la future maison médicale pourrait être occupée « par des médecins libéraux ou des agents publics, rien n'est exclu ».

Pas de quoi satisfaire le collectif qui crie « à l'urgence » face au manque de médecins et se demande « pour quoi tergiverser et ne pas s'engager résolument dans cette voie ».

Dossier réalisé par
Marylise KERJOUAN.